

La guerre, l'économie, l'Irak...

Bernard Girard, bonjour. Vous voulez nous parler ce matin de l'économie en temps de guerre. C'est, j'imagine, à propos de la situation en Irak.

Oui. Vous savez que la situation a rapidement évolué ces dernières semaines. On est d'abord passé d'une guerre entre deux Etats à une guerre entre une armée d'occupation et des groupes rebelles et l'on voit aujourd'hui se dessiner une situation qui ressemble beaucoup plus à une guerre civile entre Irakiens. Guerre dont les forces de la coalition ne seront bientôt plus que les spectateurs puisque toute la stratégie américaine consiste à limiter, réduire au strict minimum les contacts des troupes américaines et des groupes rebelles. Dans les derniers attentats, ce sont des Irakiens qui sont directement visés. Et la question que l'on peut se poser est de savoir si cette guerre qui s'amorce peut durer longtemps.

Et les économistes peuvent avoir là-dessus des idées...

Pour qu'un mouvement de guérilla survive, il faut qu'il ait de l'argent. On sait, par exemple, qu'un mouvement qui bénéficie d'un soutien populaire peut vivre avec des ressources financières relativement faibles. On peut trouver sur le marché mondial des Kalachnikov pour 15\$. On sait, également, que des mouvements rebelles peuvent accaparer des richesses naturelles. La guerre civile qui a fait au Sierra Leone plus de 200 000 morts n'a pu durer une dizaine d'années que parce que les rebelles contrôlaient une partie de la production diamantifère qui leur permettait de se financer. C'est plus compliqué avec le pétrole, mais il y a en Irak d'autres richesses.

Vous pensez par exemple à la fortune de Ben Laden ?

Non. On a effectivement beaucoup parlé de la fortune de Ben Laden et du rôle qu'auraient joué les millionnaires saoudiens, voire les dirigeants saoudiens dans le financement de ses activités terroristes. Mais, tout cela relève peut-être du fantasme. La commission sur le 11 septembre qui a montré qu'il n'y avait jamais eu aucun lien entre Al Qaida et l'Irak a également apporté des précisions importantes sur le financement du mouvement terroriste. A l'entendre, Ben Laden n'a jamais touché son héritage et le gouvernement saoudien n'a jamais contribué au financement de son organisation. Al Qaida ne se serait pas non plus financé en trafiquant sur des diamants venus d'Afrique de l'Ouest, comme on l'a beaucoup dit. L'essentiel de ses financements qui sont importants, on parle d'un budget annuel de l'ordre de 30 millions de dollars à la veille de l'attentat du World Trade Center, viendrait de la société civile, des organisations religieuses. Ce qui est infiniment plus inquiétant puisque cela veut dire qu'Al Qaida bénéficie d'un soutien populaire dans le monde arabe, en Arabie Saoudite et, probablement, ailleurs. On peut, d'ailleurs, craindre que l'aventure américaine en Irak qui a accentué la haine du monde arabe à l'égard des Etats-Unis en particulier et de l'Occident en général, ne favorise ce type de financement. Auquel cas, les Etats-Unis auraient ajouté du combustible dans le feu. Ce n'est donc pas de ce côté là qu'il faut chercher les financements de la résistance irakienne, mais beaucoup plus du côté des Irakiens eux-mêmes.

Qui financeraient le mouvement de rébellion ?

Bien sûr.

Les attentats qui tuent des Irakiens ne sont pas la meilleure manière de les inciter à financer la rébellion...

C'est exact. Mais la rébellion peut également se financer en exerçant la terreur sur la population, en lui imposant une sorte d'impôt révolutionnaire, en pillant les entreprises, en

forçant les Irakiens à travailler pour elle gratuitement... On a de nombreux exemples de guérilla en Amérique latine et en Afrique qui se comportent de cette manière...

Si c'était le cas, cela favoriserait le pouvoir central et l'action des Américains en Irak...

Pour cela, il faudrait d'abord que l'opinion irakienne se retourne contre la résistance, or on sait qu'elle est multiple. L'opinion pourrait très bien se retourner contre une partie de la résistance et soutenir une autre partie. Il faudrait ensuite que les Américains et l'armée irakienne ne se comportent pas de la même manière. Or, on ne peut l'exclure. Beaucoup dépendra en fait du sort fait à la rente pétrolière. L'argent du pétrole sera-t-il utilisé pour favoriser le développement et lutter contre la pauvreté ou sera-t-il détourné par les Américains pour financer leur effort de guerre et enrichir les entreprises qui les ont accompagnés ? Si c'est le cas, le gouvernement provisoire ne pourra financer ses dépenses, son armée, ses services de police, ses fonctionnaires... qu'en jouant sur l'inflation, en augmentant l'impôt ou en laissant ses troupes piller la population.

Pour qu'il y ait des impôts, encore faut-il qu'il y ait des gens pour le payer...

Mais il y en a. Le régime de Saddam était basé sur un modèle socialiste avec beaucoup de réglementations, de contraintes et donc peu d'entrepreneurs, peu d'entreprises. Sa chute a favorisé le développement d'un tas de commerces et d'activités dont le développement est aujourd'hui pris en tenaille entre :

- des contraintes de sécurité : les commerces ne peuvent se développer que si règne un minimum de sécurité dans les grandes villes,
- et des contraintes de rentabilité : si l'impôt révolutionnaire ou officiel est trop élevé, ils ne pourront tout simplement plus continuer leur activité.

Vous voulez dire que la guerre a favorisé le développement du commerce ?

La guerre a fait tomber les contraintes, les contrôles, tout ce qui bridait le commerce, mais la violence peut les réintroduire. La guérilla a, il y a quelques semaines, assassiné des vendeurs d'alcool à Basra, c'est une manière plutôt brutale d'en freiner les ventes. Et si, effectivement, la situation ne s'améliore pas rapidement, ce renouveau de l'activité commerciale va vite retomber. Et, du coup, tous ces gens qui ont trouvé un emploi dans le commerce vont se retrouver au chômage, sans ressources et donc disponibles pour mener des actions de guérilla...

On a des chiffres sur le chômage en Irak ?

On parle de 60 à 70% de la population active au chômage. Ces chiffres ne sont probablement pas très fiables, mais ils soulignent bien la gravité d'une situation que la politique américaine complique encore.

Une armée d'occupation crée partout beaucoup d'emplois : il faut, par exemple, des logisticiens, des conducteurs de camions, des informaticiens... Or, du fait des problèmes de sécurité, les américains utilisent de la main d'œuvre occidentale, des américains qui travaillent pour des salaires extrêmement élevés. D'après Time, un conducteur de camion peut être payé de 70 à 80 000\$ par an. Tout cela suscite naturellement l'exaspération des Irakiens au chômage qui pourraient aussi bien occuper ces emplois et pour beaucoup moins cher puisque la majorité de ceux qui occupent ce type d'emploi ne gagnent pas plus de 60\$ par mois.

Ce qui veut dire que pour le salaire d'un chauffeur américain on pourrait recruter...

Une centaine d'Irakiens ! On considère en général que le salaire payé aux Américains qui travaillent en Irak est de trois fois supérieur à celui proposé aux Etats-Unis pour le même

emploi. Vous voyez l'absurdité de la situation : non seulement, on augmente considérablement les coûts de l'occupation, mais on rend plus difficile la constitution d'une classe de travailleurs qui auraient intérêt à ce que la situation se stabilise et à ce que la sécurité revienne. Les Américains se tirent une double balle dans le pied.

Mais il n'y a pas que cela. L'Autorité Provisoire de la Coalition a décidé de privatiser le secteur public qui était très important du temps de Saddam. Ce n'est pas forcément une mauvaise idée, mais elle pourrait avoir, en la circonstance, deux conséquences peu souhaitables :

- elle risque, d'abord, d'augmenter le chômage puisque l'une des premières mesures des nouveaux propriétaires sera de se séparer des effectifs en surnombre,
- elle risque, ensuite, de favoriser la corruption qui se développe tout particulièrement dans les périodes de forte insécurité.

Et pourquoi ?

Une forte insécurité favorise le développement de monopoles. Tout simplement parce que l'Etat, les pouvoirs publics tentent de limiter le nombre de leurs interlocuteurs pour éviter que les informations sur leurs projets ne circulent trop. Imaginez que le gouvernement irakien décide de construire une route. S'il procède à un appel d'offres classique, les rebelles en seront immédiatement avertis et pourront agir. S'il n'a en face de lui qu'un interlocuteur tout peut se faire de manière discrète.

Le développement des monopoles tient aussi à ce que beaucoup d'entreprises quittent le pays ou cessent leur activité lorsque la situation devient trop dangereuse. Les compagnies de travaux publics sud-coréennes qui étaient très actives en Irak à la veille de la guerre ont quitté le pays. Ne restent que ceux qui peuvent assurer la protection de leurs salariés.

Toujours est-il que ces monopoles favorisent la corruption. Ils peuvent acheter les politiques et obtenir les conditions les plus avantageuses. Ils peuvent également freiner le processus démocratique pour peu qu'il les menace.

Ce qui s'est passé dans d'autres pays en guerre montre qu'ils peuvent aussi s'entendre avec les rebelles, les financer pour avoir la paix et travailler en sécurité. Ce qui, naturellement, contribue à entretenir le conflit.

Vous croyez que les entreprises américaines qui exploitent le pétrole accepteraient de payer pour échapper aux attaques de la résistance ?

Si le gouvernement transitoire est faible, incapable d'assurer la sécurité, si l'armée américaine reste confinée dans ses bases, elles seront condamnées à partir ou à payer pour leur sécurité. Soit en faisant appel à des mercenaires, soit en finançant la rébellion. Ce qui aurait, d'ailleurs, des conséquences politiques lourdes. Payer des gens qui vous menacent, c'est en fine transformer des résistants en mafieux, c'est favoriser le développement d'une insécurité chronique, qui ne relève plus de la politique mais de la délinquance ordinaire. C'est un peu le mécanisme qu'on a observé en Corse où l'on est passé de l'impôt révolutionnaire à l'extorsion de fonds. La même chose peut se produire en bien pire en Irak dans les zones pétrolières. Au risque, naturellement, d'entretenir une insécurité qui interdit le développement d'autres activités. C'est un risque que pourrait faciliter la fragmentation de la société irakienne.

Vous n'êtes guère optimiste sur les chances du nouveau gouvernement provisoire de maîtriser la situation...

Les auteurs que j'ai lus, je pense, notamment à Macartan Humphreys, un économiste irlandais qui s'intéresse depuis plusieurs années, à l'économie des guerres civiles, ne le sont guère plus.

Indépendamment de tout ce que l'on peut dire sur sa légitimité, le gouvernement provisoire est confronté à deux difficultés majeures :

- l'éclatement, d'abord, de la résistance qui paraît avoir de multiples sources : d'anciens militaires, des baasistes, des radicaux chiïtes...Ce qui rend très difficile tout à la fois les politiques de répression : il ne suffit pas de faire tomber un réseau, il faut en faire tomber plusieurs, et les politiques de négociation : on ne sait pas avec qui négocier et il est probablement impossible de concilier les demandes des uns et des autres ;
- une situation post-coloniale, ensuite, qui alimente la rancœur des Irakiens qui ont le sentiment que leurs richesses sont pillées par quelques grandes entreprises américaines.

Deux difficultés dont ce gouvernement provisoire ne pourra se sortir que :

- s'il réussit, d'abord, à mobiliser l'argent du pétrole pour financer la reconstruction de l'Irak,
- s'il trouve, ensuite, le moyen de réintégrer dans la société irakienne tous ceux qui ont été compromis avec le régime de Saddam et qui participent aujourd'hui à la rébellion. La manière dont Saddam sera traitée lors de son jugement peut de ce point de vue jouer un rôle déterminant.

Or, dans les deux cas, cela le met en opposition avec l'administration américaine.

Pour consulter d'autres chroniques : <http://www.bernardgirard.com>